

DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES AGREES ET DU GOUVERNEMENT CONTRE LES FAUTEURS DE GUERRE ET EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA SECURITE.

Ce mercredi 06 juillet 1994, à l'initiative du Président de la République ad interim, les Représentants légaux des Partis Politiques agréés ont tenu une réunion pour examiner le calendrier des travaux destinés à pourvoir Institution Présidentielle .

Participaient également à la reunion, le Représentant Special du Secrétaire Général des Nations Unies, le Représentant Special du Secrétaire Général de l'O.U.A., les Représentants *des Associations de la Société Civile* qui ont été conviés à cette rencontre en qualité d'observateurs.

Avant d'aborder l'ordre du jour, les participants à cette rencontre se sont fortement préoccupés de la sécurité dans le pays.

A cet égard, les Représentants des Partis Politiques agrees sont gravement préoccupés par l'insécurité qui tend à se généraliser à travers le pays au vu des désordres sans cesse croissants observes dans plusieurs provinces et communes. Cette menace grave à la paix et à la sécurité résulte d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels

- 1) La distribution d' armes de guerre au sein de la population, qui. ont atteint des proportions effrayantes. Aujourd'hui, il ne se trouve presque pas de province où l'on ne signale pas d'armes introduites illégalement.
- 2) Dans plusieurs localités et dans tous les quartiers de la Mairie de Bujumbura, des bandes de criminels armés sément la terreur, s'attaquent aux forces de sécurité et aux paisibles citoyens.
- 3) Par des écrits, articles de certains journaux , des tracts, des rumeurs, des déclarations d'hommes politiques, des messages et des enseignements de haine et de violence interethniques sont largement diffusés à travers la population.

Le dernier exemple en date est l'ouverture d'une radio pirate qui déverse sur le pays des émissions incendiaires, dont l'impact, si l'on n'y prend pas garde, peut produire les effets de la Radio des "Mille collines" de sinistre réputation au Rwanda.

- 4) Les remous constatés dans certaines écoles, où les élèves se livrent régulièrement à des tueries sur base ethnique.

- Les Partis Politiques constatent malheureusement que certains responsables de l'Etat et des partis politiques encouragent l'oeuvre de destruction de la Nation par des déclarations politiques et des comportements qui compromettent la paix et la sécurité

- Les Partis Politiques sont unanimes à soutenir toutes les initiatives de lutte pour la paix et la sécurité dans le pays. Ils renvoient dos à dos tous ceux qui cherchent par leurs comportements, déclarations ou activités à plonger le pays dans une logique de guerre.
- En conséquence, les Partis Politiques s'interrogent et s'inquiètent des séjours prolongés du Ministre d'Etat Chargé de l' Intérieur et de la Sécurité Publique, Monsieur Léonard NYANGOMA et de l'Administrateur Général-Adjoint de la Documentation et des Migrations Chargé de la Documentation, Monsieur NTANYUNGU Festus, en dehors des délais leur consentis pour leurs missions officielles.

En outre, les partis politiques saluent et encouragent les initiatives déjà engagées à l'Assemblée Nationale pour mettre fin aux déviations verbales ou écrites vers la violence menées, par certains membres de cette institution comme Messieurs SENDEGEYA Christian et NDIKUMANA Nephtali. .

Les Partis Politiques ont particulièrement regretté les performances négatives des services de la Documentation et des Migrations , pendant qu'ils sont accusés d'employer des agents qui participent eux-mêmes à la déstabilisation ; ils condamnent également tous ceux qui, départ et d'autre, profitent et abusent de leurs positions publiques dans les Services de l'Etat en s'adonnant à des actes de règlements de compte ou de criminalité revêtant souvent un cachet évident.

Les Partis Politiques condamnent enfin tous ceux qui, usant des moyens de communication tant publics que privés, par exemple : le Carrefour des Idées, le Témoin-Nyabusorongo, *propagent* des faits, des reportages ou des analyses qui desservent la voie de la paix, de la sécurité et de la confiance voulue par tous les Barundi. Ils invitent le Gouvernement et ses services spécialisés à décourager des écrits incendiaires et contre la paix comme ceux qu'on retrouve des fois dans certains journaux de la place souvent animés par de hauts responsables politiques.

Face à toutes ces préoccupations, les Partis Politiques lancent un appel pressant à toutes les institutions et tous les organes de l'Etat, plus spécifiquement ceux visés ici, ainsi que les directions des partis politiques mais également des hommes politiques pour qu'ils découragent en leur sein toute tendance à user de la violence dans la résolution des problèmes auxquels le pays est confronté.

Les Partis Politiques invitent *tous ceux qui, directement ou indirectement* sont tentés par ce chemin à rejoindre la voie de la paix et de la concorde nationales qui constituent l'unique chemin pouvant permettre au Burundi de sortir de la grave crise à laquelle il se trouve confronté.

Face à ces menées subversives qui menacent dangereusement la vie de la Nation et des populations entières, les partis politiques agréés :

- Condamnent énergiquement l'armement de la population et ses auteurs;

- Apprécient hautement la décision prise par le Président de la République ad interim et par le Gouvernement de procéder rapidement au désarmement systématique de la population ;
- Invitent la population à remettre spontanément à l'Administration les armes à feu et les armes blanches dont elles seraient détentrices;
- Demandent à l'Administration d'interdire à la population le port de tout instrument de mort ;
- Demandent instamment aux forces de sécurité d'user de tous les moyens pour débusquer les bandes de criminels armés et de chercher les détenteurs civils illégaux et légaux d'armes à feu et d'armes blanches, pour retirer rapidement et complètement de la population ces instruments de mort, dans le strict respect des droits de l'homme ,
- Interdisent formellement aux hommes politiques et à tous les responsables de l'Etat, à quelque niveau qu'ils se trouvent, de quelque manière que ce soit, en paroles ou en actes,d'entraver la politique et le déroulement de cette opération de désarmement;
- Exigent que toute personne impliquée dans la perturbation de la paix et de la sécurité soit arrêtée et jugée conformément à la loi ,
- Demandent instamment au Gouvernement de tout mettre en oeuvre pour démanteler la radio pirate dénommée "**RUTOMORANGINGQ**" et prient la population de ne pas écouter ou suivre les enseignements de celle-ci;
- S'engagent à oeuvrer pour la paix et la sécurité et à renoncer à tout acte et à toute méthode à même de provoquer des troubles dans le pays ;
- Réaffirment, en outre, leur détermination à défendre la souveraineté nationale, notamment par le refus de toute ingérence politique ou militaire étrangère dans les affaires nationales ;
- S'insurgent contre et s'engagent solennellement à combattre tous ceux qui hier comme aujourd'hui ou demain se sont attaqués *ou seraient* tentés de déstabiliser ou de renverser les Institutions légalement et démocratiquement établies ;
- Pour les pourparlers en cours, les partis politiques s'engagent solennellement et interpellent tout homme et toute institution soucieux de la paix et de la tranquillité au Burundi à décourager toute action tendant à donner au pays les institutions suprêmes de la République en dehors d'une solution concertée et légale ;
- Les partis politiques recommandent que la question relative au *statut* de la diaspora burundaise soit étudiée dans le *senon* intérêt et ses desiderata .

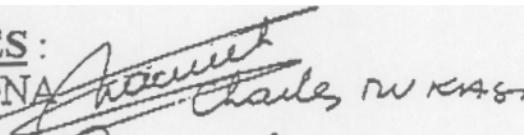
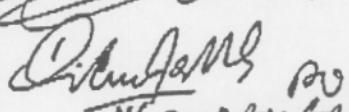
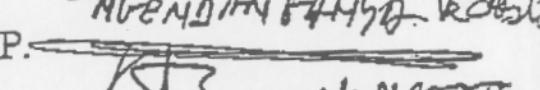
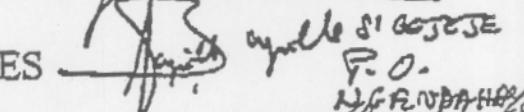
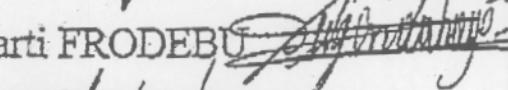
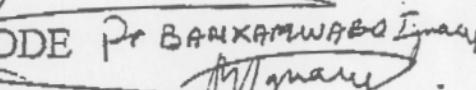
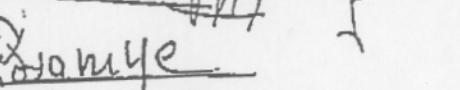
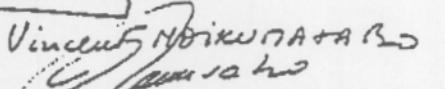
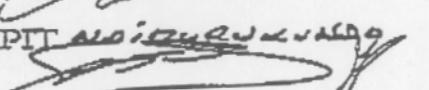
Les Partis Politiques recommandent au Gouvernement que, pour renforcer la confiance et reléguer à jamais l'impunité dans les institutions judiciaires nationales, la Communauté Internationale apporte un appui technique, matériel et moral dans le cadre des enquêtes et dossiers judiciaires liés à la crise politico-sociale que traverse le Burundi depuis octobre 1993.

Au peuple burundais, les participants à cette réunion adressent un message de paix: qu'il refuse toute manipulation et toute sollicitation à la haine, à l'exclusion et à la violence.

En ces moments où le pays se prépare à se doter de nouvelles institutions, les partis politiques s'engagent de créer un climat de sérénité et de confiance dans les négociations en cours.

Fait à Bujumbura, le 06 juillet 1994

POUR LES PARTIS POLITIQUES AGREES :

1. Charles MUKASI, Président du Parti UPRONA 
2. Mathias HITIMANA, Président du Parti PRP 
3. Schadrack NIYONKURU, Président du Parti PP. 
4. Cyrille SIGEJEJE, Président a.i. du Parti RADDES 
5. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Président du Parti FRODEBU 
6. Ernest KABUSHEMEYE, Président du Parti RPB 
7. Ignace BANKAMWABO, Président du Parti ANADDE 
8. Gaëtan NIKOBAMYE, Président du Parti PL 
9. Vincent NDIKUMASABO, Président du Parti PSD 
10. Nicéphore NDIMURUKUNDO Président du Parti PIT 

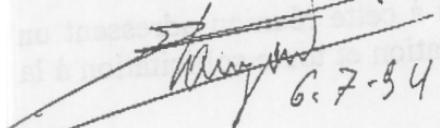
11. Alphonse RUGAMBARARA, Président du Parti INKINZO

12. Térence NSANZE, Président du Parti ABASA

POUR LE GOUVERNEMENT

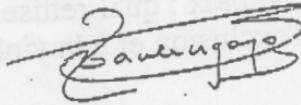
- Le Premier Ministre

Anatole KANTO N'KEMBO


6.7.94

Le Président a.i. de la République.

NTIBANTUNGANTA Sylvestre


6.7.94